

LRD

# La Suisse pousse les énergies renouvelables en Pologne

24

Avec l'aide des fonds de cohésion suisse et européen, des communes pionnières montrent la voie de la transition énergétique. LaRevueDurable en a visité une, Busko-Zdrój, dans le sud-est de la Pologne. Cette petite commune très réputée en tant que centre thermal cherche surtout à améliorer la qualité de l'air et à diminuer ses dépenses. De quoi faire des émules.



A 80 km au nord-est de Cracovie, dans la voïvodie de Sainte-Croix, la petite ville d'eaux de Busko-Zdrój coule des jours tranquilles. Ses 17 000 habitants vivent en grande partie grâce aux 60 000 visiteurs qui, chaque année, y séjournent pour recevoir des soins. Ses sources sulfurées sont réputées calmer les rhumatismes et l'arthrite.

A l'instigation du pouvoir russe qui occupe les lieux, la station thermale de Busko-Zdrój ouvre ses portes en 1836 avec le sanatorium Marconi, du nom de son architecte d'origine italienne. Entre deux soins, les curistes ont loisir de se promener dans le magnifique parc thermal de 16 hectares qui encercle ce premier établissement thérapeutique. Depuis, surtout au XX<sup>e</sup> siècle, de nombreux sanatoriums, hôpitaux et centres de réhabilitation se sont greffés au lieu pour traiter toutes sortes d'affections : cérébrales, orthopédiques, etc.

## Expérience modèle

Ce matin, le 16 août, LaRevueDurable a rendez-vous à la mairie pour s'informer sur un projet que la Suisse cofinance dans le cadre de l'élargissement européen. En novembre 2006, le peuple suisse a adopté la loi fédérale sur la coopération avec l'Europe centrale. Principal enjeu de cette votation : accepter ou non d'investir un milliard de francs pour réduire

les disparités économiques et sociales dans les dix pays qui ont rejoint l'Union européenne en 2004. De loin le pays le plus peuplé parmi les bénéficiaires de ce milliard, la Pologne recevra, d'ici 2017, 490 millions de francs d'aide suisse (408 millions d'euros sur cinq ans).

Krzysztof Kaczmarek, responsable des projets infrastructures et environnement au bureau de la Contribution suisse, à Varsovie, a organisé cette étape et la suivante, à Puławy (page 48). Lui aussi se rend à la mairie, sur l'avenue Mickiewicza, pour coordonner les échanges et assurer la traduction. Piétonne depuis les années 1980, cette avenue en complet chantier est vouée à bientôt devenir une somptueuse promenade qui reliera le parc thermal, poumon situé vers le bas de la ville, à son centre, cœur situé en haut de cette artère rectiligne.

« Notre ambition est de rendre la vie la plus agréable possible aux visiteurs et aux habitants », déclare le maire Waldemar Sikora, sans étiquette. « Tous les projets en cours à Busko-Zdrój ont un caractère écologique », renchérit Anna Przyborska-Rys, cheffe de projet rénovation urbaine. A l'occasion des travaux sur les axes Mickiewicza et Kopernika, parallèle et dédié aux voitures, l'éclairage public passera aux lampes halogènes sur la première, aux leds sur la seconde. Gains attendus : plus de 40 % d'économies d'électricité grâce au fonds de cohésion de l'Union européenne (page 44).

Située à proximité d'une zone Natura 2000, très dépendante du thermalisme, la commune de Busko-Zdrój saisit tous les fonds et aides financières disponibles pour diminuer sa consommation d'énergie. Elle renforce ainsi son attractivité touristique et diminue ses charges d'exploitation. Plus fondamentalement, elle définit un horizon sensé.

Sans surprise, le drapeau étoilé apparaît sur d'innombrables panneaux partout en ville. Au moins une dizaine d'écoles et autres bâtiments publics, dont la piscine municipale, ont bénéficié d'une rénovation thermique grâce aux aides de Bruxelles. Avec parfois une division par trois de la note de chauffage.

Forte de cette expérience, Busko-Zdrój s'est associée à huit autres communes limitrophes pour soumettre à la Suisse le projet d'équiper 4000 maisons individuelles et 23 bâtiments publics en chauffe-eau solaires. Un toit photovoltaïque de démonstration sera aussi installé. Coût total : 22,5 millions de francs, dont 17 millions à la charge de la Suisse.

« Notre principale motivation est d'atténuer la pollution de l'air », indique Anna Przyborska-Rys. Pour cela, le principal coupable est connu : le charbon. Outre le CO<sub>2</sub>, il émet de grosses quantités de particules fines et de dioxyde de soufre. Améliorer la qualité de l'air implique d'éliminer le plus pos-



Waldemar Sikora,  
Anna Przyborowska-  
Rys et Krzysztof  
Kaczmarek

sible ce combustible. La commune reçoit une aide européenne pour réduire son utilisation dans ses réseaux de chauffage à distance, plus gros consommateur. Les chauffe-eau solaires réduisent les émissions des habitations non raccordées à ces réseaux.

Les retombées escomptées sont légion. Toute la planète profitera d'une baisse des émissions de CO<sub>2</sub>, la zone Natura 2000 proche se portera mieux, les 140 000 habitants de la région et les visiteurs, si importants pour la santé économique du lieu, respireront un air plus sain, et la facture énergétique des ménages fondra, ce qui est bienvenu dans une région parmi les plus pauvres de Pologne. Le revenu moyen dans la voïvodie de Sainte-Croix atteint à peine 75 % de la moyenne nationale, ce qui la place parmi les plus pauvres de l'Union européenne.

### Plus grand financeur solaire

A Varsovie, les plus belles ambassades parquent avenue Ujazdowskie, le long du parc Ujazdów. A deux pas du somptueux parc Łazienki et du jardin botanique, le quartier est très calme malgré la grande rocade qui le traverse en contrebas. L'administration du fonds de cohésion suisse pour la Pologne est sise au numéro 33/35.

A l'écart du charme de l'ambassade suisse située à deux pas de là, dans l'ancienne résidence d'une famille noble, les huit employés de la Contribution suisse occupent des bureaux au dernier étage de l'ambassade plus sobre et plus spacieuse de Bulgarie. C'est là que Dominique Favre, chef du bureau, et Krzysztof Kaczmarek accueillent LaRevueDurable. A leur côté, Roland Python, arrivé la veille de Fribourg, prendra les rênes du bureau après un an d'acclimatation.

Compétente et motivée, cette équipe frappe par son engagement. Jeune ingénieur forestier, Krzysztof Kaczmarek rêve d'ouvrir un gîte en écotourisme avec son épouse et un bureau de conseil en aménagement du territoire. Les visites sur le terrain à Busko-Zdrój et Puławy sont l'occasion d'échanger avec ce fonctionnaire attentionné et très concerné, qui se demande comment aider son pays, à son niveau, à tempérer les effets de la dérégulation sauvage qui le chahute depuis vingt ans.

Dominique Favre, en poste à Varsovie depuis 2008, prend son mandat pour la coopération Suisse-Pologne très à cœur. Il est de toute évidence content du travail accompli pour sélectionner et mettre en route les projets dans lesquels la Suisse investira ses fonds d'ici 2017. Incapable de rivaliser par la taille avec les fonds européens – l'UE investit 67 milliards d'euros entre 2007 et 2013 –, la Suisse mise sur la qualité.

Pour cela, un système de sélection très pointu a été élaboré pour garantir que l'argent dépensé soit utile au pays et le plus en accord possible avec les principes fixés par la Suisse. Le Gouvernement polonais a lancé un premier

appel à projets. Le Ministère du développement régional, par lequel passent les fonds de l'Union, suisse et norvégien, les a évalués sur la base d'une courte définition, et présenté une première sélection à la Suisse.

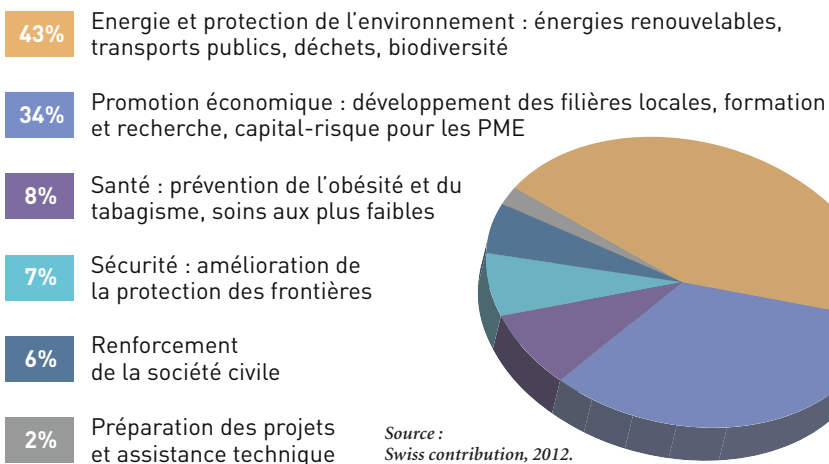
L'équipe du fonds de cohésion a retenu les plus intéressants et invité ses artisans à déposer un dossier complet. Pour passer à la loupe et évaluer la pertinence des dossiers reçus, elle a sollicité et questionné partenaires, acteurs impliqués, observateurs locaux et experts suisses.

Ce minutieux travail d'enquête a permis d'écartier quelques fausses bonnes idées. Par exemple celle de rétablir la liaison ferroviaire entre Białystok et le village de Białowieża, au cœur de la forêt (page 32). Après une visite sur site et consultation d'acteurs locaux, cette liaison est apparue déconnectée de toute stratégie d'intégration aux transports publics. Au final, ces deux ans de travail de sélection ont débouché sur une panoplie de 58 projets qui accorde une large part à deux domaines : le développement humain et l'environnement.

### Intérêt commun

Trait saillant de ce programme de coopération, les énergies renouvelables, dont le solaire thermique, qui bénéficient de 93 millions de francs, soit près de 19 % des fonds alloués. Par contraste, les fonds de cohésion euro-

#### Répartition des fonds suisses par domaines



Source :  
Swiss contribution, 2012.



Thomas Gaardbo

## Les chantiers navals de Gdańsk misent sur le vent

Une immense zone industrielle sur une île. En haut, des grues valsent au-dessus de l'eau. En bas, des morceaux de ferraille, tubes, câbles, machines, boîtes, rails, etc. gisent à même le sol. A mi-hauteur, des bâtiments, des engins, des halles couvertes. L'une, monumentale, atteint un niveau record en Europe avec 6,5 hectares. Dis-séminés ici et là, quelques ouvriers assis ou en mouvement, semblent travailler au ralenti.

Depuis son bureau situé au deuxième étage d'un bâtiment en briques qui pourrait témoigner des manifestations sanglantes de 1970 ou des grèves de 1980, Thomas Gaardbo embrasse le site en un coup d'œil. Ce Danois de grande taille et accueillant est vice-directeur de GSG Towers. Créée en 2009, cette entreprise fabrique des mâts d'éoliennes et compte fournir, à terme, des infrastructures de base aux éoliennes offshore et des bateaux qui les installent.

En 1980, époque glorieuse de Solidarność, le site emploie 17 000 personnes et met à l'eau 32 navires par an. En 2012, il produit une à deux coques de grand navire par an, et des petits catamarans de luxe (Szymanowska, 2012). En faillite

à plusieurs reprises, il survit grâce à son achat, en 2007, par le magnat ukrainien de l'acier Sergey Taruta.

Pour trouver d'autres débouchés à son immense site de production, les chantiers navals et l'Etat polonais créent GSG Towers en 2009. Depuis, le lieu marche sur trois pieds : les bateaux, des infrastructures (pour stades de foot, aéroports, etc.) et les mâts d'éoliennes. Point commun de ces trois activités : l'acier.

Sur cet alliage métallique, Gdańsk jouit d'un énorme savoir-faire, d'ouvriers expérimentés et d'une école polytechnique réputée qui met chaque année vingt ingénieurs navals sur le marché. On estime à 200 le nombre d'ingénieurs navals à Gdańsk, autant qu'au Danemark !

Au total, les chantiers navals embauchent aujourd'hui 1700 personnes. GSG Towers en emploie 124 dans la production, et 18 cols blancs. Son objectif est de produire treize mâts par mois, 150 par an. En 2012, elle progresse sur sa courbe d'apprentissage pour y arriver.

Le site présente pour GSG Towers deux autres très gros

avantages. De la place pour les mâts, qu'il faut stocker en attendant mars, lorsqu'ils sont embarqués six ou sept à la fois pour être installés en mer. Et la proximité de la mer, justement, qui permet de les embarquer directement sur les bateaux.

Le marché de GSG Towers se concentre sur la Baltique. Ses principales commandes viennent de Suède, où l'éolien se porte bien grâce au cap zéro énergies fossiles pour 2050 de ce pays, à l'instar du Danemark. Transporter les mâts au-delà de cette mer fait grimper les coûts. Il y aura toutefois sans doute bientôt en France des éoliennes au mât issu de Gdańsk.

Les chantiers navals de Gdańsk semblent beaucoup trop grands au regard de leur activité. On devine derrière les portes fermées des bureaux vides. Les halles sont vastes au regard des flux. Aussi, réussir à créer ici une industrie fleurissante de la transition énergétique est peut-être un moyen de convaincre les Polonais que sortir du charbon est tout aussi décisif qu'en finir avec l'héritage stalinien.

LRD

peens dédient... 1,2 % à ces énergies. La Suisse finance principalement cinq projets solaires thermiques, dont celui de Busko-Zdrój, qui devraient aboutir au total à la pose de capteurs solaires thermiques sur 16 000 foyers et 170 bâtiments publics dans cinquante villes et villages du sud de la Pologne. Sept communes auront un toit photovoltaïque de démonstration. Des bâtiments publics seront chauffés par géothermie dans quatre d'entre elles.

Ces investissements éviteront 20 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Et amélioreront la qualité de l'air que respirent les 600 000 habitants des zones touchées. L'espoir est aussi de créer un effet d'entraînement. « Nous avons privilégié les petites installations décentralisées parce qu'elles sont très efficaces, commente Sylwia Słomiak, responsable des projets Energie solaire à la Contribution suisse.

» Et aussi parce qu'elles confortent l'idée que chaque particulier peut facilement s'équiper et économiser de l'argent », poursuit cette jeune diplômée de littérature anglaise qui, lors d'un séjour au Royaume-Uni, a pris connaissance de la littérature sur... le changement climatique. Et s'est lancée dans la rédaction d'un master sur la perception de ce phénomène au Royaume-Uni.

## Economies d'énergie en rade

Dans la moiteur du mois d'août, la climatisation ronronne dans le bureau de la Contribution suisse. « Ces bâtiments sont très mal isolés », reconnaît Dominique Favre. Une situation ordinaire en Pologne, où le parc immobilier consomme en moyenne 240 kWh/m<sup>2</sup>/an, soit le double de la moyenne au Danemark, pays tout aussi froid. Les bâtiments sont d'ailleurs identifiés comme le gisement le plus abondant d'économies d'énergie et le meilleur marché en Pologne (Banque mondiale, 2011).

En voyageant dans ce pays, il est frappant de constater à quel point les ampoules basse consommation s'y font rares. Et les minuteriers inexistantes dans les hôtels. Les couloirs y sont éclairés toute la journée avec des ampoules à incandescence alimentées par une électricité à base de charbon. Impossible de faire pire !



Parc thermal et installations de la piscine municipale, bientôt équipée d'un toit solaire

Pourquoi, alors, aucun projet de la Contribution suisse n'aborde les économies d'énergie dans les bâtiments ? « Parmi les dossiers qui nous ont été soumis, il y avait la construction d'un bâtiment pour le Ministère de l'intérieur. Nous l'avons retenu à condition qu'il soit construit selon les normes basse consommation », raconte Dominique Favre. Un expert bâlois en construction et rénovation basse consommation a été invité à Varsovie en soutien. Mais ce projet n'a pas abouti.

L'équipe du fonds de cohésion suisse a dû se contenter d'un seul projet d'économies d'énergie : la modernisation d'une partie du réseau de chauffage à distance de Varsovie. Grâce à lui, 50 000 habitants de 765 immeubles pourront régler leur chauffage de manière individuelle. Le système actuel, qui date des années 1960, impose la même température à tous les bâtiments raccordés. Les conduites de chaleur seront aussi renouvelées pour diminuer les pertes de chaleur.

Sur le papier, le Gouvernement polonais mise sur les économies d'énergie. Sa vision stratégique de l'énergie à l'horizon 2030 prévoit une croissance économique « zéro énergie » : le PIB doit augmenter à consommation d'énergie constante. Mais cet affichage ne va pas au-delà des mots.

Fondateur et directeur de l'Institut pour le développement durable, plus important think tank sur la durabilité en Pologne, Andrzej

Kassenberg est dépité. « L'efficacité énergétique n'intéresse pas assez en Pologne », lâche-t-il. Depuis vingt ans, il milite sur ce thème, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique.

« Lorsque la Pologne a accédé à la démocratie et à l'économie de marché, le plus important était d'éviter de reproduire les erreurs des pays occidentaux », remarque cet homme qui a joué un rôle majeur pour placer l'écologie sur le devant de la scène dans les années 1980 et participé aux négociations de la table ronde, en 1989.

De 2010 à 2014, le Gouvernement polonais va certes investir dans la rénovation thermique de 3000 bâtiments publics grâce au Fonds national pour la protection de l'environnement et de l'eau, mais il est conduit à le faire pour pouvoir vendre ses surplus de quotas de CO<sub>2</sub>. En parallèle, il a supprimé au budget 2013 les 50 millions d'euros jusqu'à présent alloués à cette « priorité » nationale.

Seule une petite partie des fonds européens – 0,75 % – sont directement investis dans l'efficacité énergétique, ce qui inclut un volet rénovation écologique des bâtiments, comme à Busko-Zdrój. Il est pourtant vital de déployer une vigoureuse politique d'assainissement des bâtiments dans un pays où de 20 à 30 % des ménages n'arrivent pas à se chauffer correctement, rappelle Andrzej Kassenberg (EU Fuel Poverty Network, 2012).

Pour aller de l'avant malgré la mauvaise volonté manifeste du gouvernement, l'Institut pour le développement durable se tourne vers les communes. En novembre 2012, il a démarré une expérience inédite financée par le fonds spécial de la Contribution suisse pour le renforcement de la société civile : la petite commune de Rejowiec, dans la voïvodie charbonnière de Lublin, toujours dans le sud-est défavorisé, a tenu sa première réunion de planification participative de l'énergie.

« Le but est de mettre ensemble autorités et habitants pour trouver les meilleures solutions, indique Andrzej Kassenberg. Nous nous attendons à ce que les économies d'énergie ressortent comme une priorité, car les gens cherchent par tous les moyens à épargner. » L'expérience sera menée au total sur quatre communes en deux ans.

A Busko-Zdrój, Anna Przyborowska-Rys apporte les dernières touches à l'appel d'offres pour conduire l'installation de 4000 chauffe-eau solaires. Tout l'argent que la Confédération investit en Pologne doit être dépensé avant le 14 juin 2017. Il faudra alors faire le bilan pour voir si la coopération Suisse-Pologne aura tenu ses promesses. Mais la dynamique déjà visible insufflée sur le terrain montre qu'il existe bel et bien une alternative au charbon. Une alternative que la Suisse contribue à disséminer. ■

## BIBLIOGRAPHIE

BANQUE MONDIALE. *Documents Related to the Loan to the Republic of Poland for an Energy Efficiency and Renewable Energy Development Policy*, 2011.

BUSKO-ZDRÓJ. *Busko-Zdrój, Magic Land*, DDK Edition, Poznań, 2011.

EU FUEL POVERTY NETWORK, 2012:  
<http://fuelpoverty.eu>

SZYMANOWSKA M. *Gdańsk, un laboratoire de la Pologne moderne*, Le Point, 11 juin 2012.